

Nigéria, les défis d'une puissance fragile mais incontournable

David Vigneron

Géant de l'Afrique, puissance sous-régionale fragile mais au potentiel important, le Nigéria se prépare à élire son prochain président. Le scrutin du 16 février opposera le président sortant Muhammadu Buhari à l'ancien vice-président Atiku Abubakar. Les défis qui attendent le vainqueur sont considérables : poursuivre la politique de lutte contre la corruption déjà engagée, réduire la dépendance du pays au secteur pétrolier, dynamiser les secteurs énergétique, agricole et minier, consolider les efforts dans l'éducation mais aussi renforcer la lutte contre Boko Haram et avancer sur le front de l'intégration régionale. Des objectifs ambitieux qui réclament de la stabilité dans un pays qu'on présente souvent comme « *too big to fail* ».

A l'approche des élections présidentielles du 16 février 2019, le Nigéria se trouve à un tournant. La convocation du corps électoral va déterminer les orientations politiques que prendra le pays pour les années qui arrivent. À l'heure actuelle, l'élection semble prendre la forme d'un duel entre le président sortant, Muhammadu Buhari du Congrès des Progressistes (APC) et l'ancien vice-président (1999-2007), Atiku Abubakar du Parti Démocratique du Peuple (PDP), principale formation d'opposition. Tous les deux étant perçus comme des hommes rompus aux joutes politiques, la perspective d'un renouvellement générationnel est renvoyée à 2023.

Pour autant, le scrutin qui se profile est décisif. Par son poids démographique, les ressources dont il dispose, son positionnement au carrefour des menaces et des instabilités géopolitiques, le Nigéria constitue une sorte d'*hégémon* sous-régional fragile mais incontournable. Quel que soit le président élu, ce statut lui crée des obligations majeures : d'abord vis-à-vis de son peuple mais aussi sur la scène internationale.

Or, du potentiel, le pays en possède. On l'a dit, le Nigéria est une puissance démographique : avec 190 millions d'habitants, le territoire possède une force de travail en très grand nombre. Le sous-sol du pays regorge de ressources encore inexploitées. Malgré ces deux aspects



Figure 1. Carte du Nigéria



positifs, le pays est victime d'une sorte de « malédiction des ressources naturelles » (1). La découverte et l'exploitation d'immenses réserves pétrolières dans les années 1960 ont créé une dépendance économique forte vis-à-vis de la rente et dessiné une gouvernance caractérisée par l'accaparement des richesses par une minorité d'individus. Lutter contre ces dérives et encourager la diversification économique étaient les piliers du programme de Buhari en 2015.

Le régime commercial du pays est devenu au fur et à mesure très protectionniste, et ceci, dans le but de stimuler les capacités industrielles et agricoles domestiques. Cette doctrine économique a accentué une sorte de prise de distance du Nigéria avec les autres pays de la région. Le président Buhari a cherché à développer des coopérations alternatives aux pays occidentaux, notamment avec la Chine.



(1) Magrin G., *Des rentes aux territoires. Contribution pour une géographie du développement*, Dossier d'Habilitation à diriger des recherches (HDR), École doctorale de géographie de Paris, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2011, 106 p.

Par ailleurs, la résolution des nombreux conflits, et tout particulièrement celui contre Boko Haram, est devenue une priorité car, bien qu'exacerbés en période électorale, ils ont un impact réel sur l'économie. Paradoxalement, et au-delà de ses résultats en demi-teinte, l'effet positif de la lutte anti-terroriste est qu'elle a produit un renforcement des coopérations régionales en matière sécuritaire. Le Nigéria, que l'on considère souvent comme « *too big to fail* », est donc aujourd'hui une puissance sous-régionale fragile en phase timide de regain. Quels sont les défis qui attendent le président qui l'emportera en février ?

Poursuivre la lutte contre la corruption

Un rapport de l'UNODC et du bureau national des statistiques publié en 2017 établit que la corruption représenterait un manque à gagner de 4 milliards de dollars par an pour l'économie nigériane (1). Au moment de son élection en 2015, le président Buhari avait fait de la lutte contre la corruption un de ses chevaux de bataille (2). Il visait en particulier le secteur des hydrocarbures et, au premier chef, les dysfonctionnements constatés au sein de la NNPC (*Nigerian National Petroleum Corporation*), compagnie nationale des hydrocarbures et principal pourvoyeur de devises du pays. En effet, d'importants dirigeants ayant un lien étroit avec l'entreprise furent poursuivis par la EFCC (*Economic and Financial Crimes Commission*) peu de temps après l'élection du président Buhari. Les premières décisions prises dans cette direction portèrent sur le renforcement de l'appareil répressif en dotant l'EFCC de nouvelles prérogatives (3), et en nommant Ibrahim Mustafa Magu, dit le « shérif », à la tête de l'EFCC (4).

La reprise en main du secteur pétrolier

À l'actif de l'EFCC, on peut citer l'inculpation de Diezani Alison-Madueke (ministre du Pétrole sous l'administration Jonathan) en février 2017 sur le fondement de détournements de fonds publics. Elle fut condamnée à rembourser 153,3 millions de dollars au gouvernement fédéral nigérien, une somme détournée dans le but de corrompre la Commission électorale en faveur de Goodluck Jonathan en mars 2015 (5). D'autre part, l'ex-ministre du Pétrole a vu la confiscation provisoire d'une de ses propriétés foncières à Lagos en 2018 pour des raisons de biens mal acquis (6).

(1) UNODC, *Corruption in Nigeria. Bribery: public experience and response*, Report, juillet 2017, 131 p.

(2) Muhammadu Buhari a été élu en 2015 avec 53,96 % des suffrages contre Goodluck Jonathan (Parti Démocratique Populaire, 46,04 %). Avant 2015, Buhari avait déjà été président de la République fédérale du Nigéria entre 1983 et 1985.

(3) Nwanuforo J., « Strengthening EFCC's Anti-Graft War », *This Day*, 4 juillet 2015.

(4) Tilouine J., « Ibrahim Mustapha Magu, le shérif anticorruption du Nigéria », *Le Monde Afrique*, 17 janvier 2018.

(5) « Nigéria : l'ex-ministre du Pétrole condamnée à rembourser 140 millions d'euros à l'État », *Jeune Afrique*, 16 février 2017.

(6) « N325 million Lekki land linked to Alison-Madueke temporarily forfeited Nigerian govt », *Premium Times*, 27 juillet 2018.



Sans trop extrapoler sur les relations tumultueuses entre les grands groupes pétroliers internationaux (ENI, Shell) et l'ancien pouvoir (1), le point d'orgue de ces affaires a été atteint avec l'affaire dite des « fuites » d'argent dans l'industrie pétrolière nigériane. Entre 2010 et 2015, environ vingt milliards de dollars de revenus pétroliers n'ont pas été redistribués à la Banque Centrale Nigériane (CBN). Au même moment, l'ancien gouverneur de la banque centrale Lamido Sanusi soulignait, avant d'être évincé de sa fonction en 2015, que « le groupe pétrolier d'État NNPC avait réalisé 67 milliards de dollars de ventes au cours des années 2014 et 2015. Sur cette somme, entre 10,8 et 20 milliards de dollars ont été perdus » (2). L'ampleur de ces affaires qui concernent la précédente équipe dirigeante dans le secteur pétrolier reflète l'enracinement quasi inextricable de la corruption dans le pays. Pour renforcer son arsenal de répression et répondre en partie à la problématique de la prévarication, l'administration Buhari a mis en place un dispositif ambitieux.

Un nouveau mécanisme de signalement des malversations

En lançant fin 2016 une initiative focalisée sur le signalement de malversations ou d'activités économiques suspectes, l'administration Buhari a cherché à consolider les résolutions prises dans le cadre du renforcement de la lutte contre la corruption endémique (3). Plus précisément, ce dispositif permet à tout citoyen de révéler de manière anonyme des forfaits financiers aux autorités compétentes. Au cas où l'accusation débouche sur un recouvrement pécuniaire, le lanceur d'alerte peut recevoir jusqu'à 5 % de la totalité de la somme récupérée. Quelques mois après l'établissement de cette mesure, un premier bilan d'étape pouvait être réalisé. Environ 60 millions de dollars ont été recouverts. Le cas le plus emblématique a concerné Andrew Yakubu, l'ancien directeur de la NNPC, avec la découverte de 9,8 millions de dollars en liquide dans un bâtiment lui appartenant à Kaduna. Peu de temps après, Andrew Yakubu déclara que cet argent provenait d'un don anonyme...

Au final, on peut considérer que ces actions vont plutôt dans le bon sens, même si cette politique volontariste ne s'inscrit pas encore dans un cadre législatif et juridique adapté, nécessaire à son efficacité sur le long-terme (4).

●
(1) Jide Omokore, président d'Atlantic Energy Drilling Ltd et proche de l'ancien président Goodluck Jonathan, a bénéficié en 2011, juste après la création de sa société, de plusieurs millions de dollars d'actifs publics sans qu'aucune procédure régulière ne soit constatée. Il a notamment reçu des prises de participations majoritaires (55 %) dans deux blocs pétroliers (OML 30 et 34 pour 50 millions de dollars chacun). Peu de temps après un appel d'offres ouvert et concurrentiel, la holding Shell s'adjudgeait une prise de participation non majoritaire (45 %) pour 1,3 milliard de dollars pour un seul des deux blocs. Voir De Souza O., « Nigéria : la chasse aux fraudeurs continue, le magnat du pétrole Jide Omokore », *Agence Ecofin*, 29 janvier 2016.

(2) Cocks T. et Brock J., « Anatomy of Nigeria \$20 billions leak », Reuters, 6 février 2015.

(3) BBC Afrique, « Le Nigéria encourage les lanceurs d'alerte », 22 décembre 2016.

(4) Sogunro A., « Why whistle-blowing won't save Nigeria », *African Arguments*, 4 mai 2017.



La quête des détournements passés

Un autre aspect de la politique anticorruption depuis 2015 se rapporte à la restitution de sommes détournées vers l'étranger par les régimes précédents. Déjà, 1,3 milliard de dollars avaient été rapatriés depuis 2005, mais l'arrivée au pouvoir de Buhari a coïncidé avec une accélération de ces retours monétaires au Nigéria (1). Sani Abacha (ancien président-général de 1993 à 1998) est la principale personnalité visée par la Banque Centrale Nigériane. Mort en 1998, il est accusé d'avoir détourné au total 2,2 milliards de dollars durant son mandat à la tête du pays, somme que ses proches doivent rembourser.

Les premiers résultats tangibles ont été enregistrés à l'été 2018. Ainsi, le gouvernement suisse (les banques où étaient déposés les fonds sont en Suisse) a approuvé le partage de 322,5 millions de dollars au profit du peuple nigérian. Pour éviter tout détournement, le projet de transfert est supervisé par la Banque Mondiale et vise à redistribuer l'argent aux personnes les plus vulnérables en fonction de critères géographiques ou sociologiques (2). Dans le prolongement de ces actions, la Banque Centrale Nigériane a exigé le remboursement de 8,13 milliards de dollars à l'opérateur téléphonique sud-africain MTN considérant que les fonds ont été « illégalement rapatriés sur la base de certificats d'importation de capitaux illégalement émis » (3). Pour l'heure, des pourparlers sont en cours entre l'opérateur téléphonique et la Haute Cour Fédérale de Justice du Nigéria (FHCN) afin de trouver un *modus vivendi*.

Un bilan volontariste mais encore inachevé

En décrétant « l'état d'urgence contre la corruption » à l'été 2018, le président Buhari a cherché à démontrer qu'il avait conservé sa capacité à lutter contre toute forme de malversation financière à l'approche des élections présidentielles de 2019 (4). Malgré de nombreuses critiques de la société civile et de l'opposition du PDP, le bilan est plutôt encourageant : l'EFCC annonçait avoir reversé 2,9 milliards de dollars dans les caisses de l'État entre mai 2015 et octobre 2017 (5). Pour aller plus loin, le parlement nigérian a voté une loi autorisant le Service du Renseignement Financier (NFIU) à aider les autorités à lutter contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent. La nouveauté de ce texte tient dans le fait que le NFIU devient un organisme indépendant autorisé à partager des informations avec ses homologues étrangers. Ainsi, le bilan de Buhari sur la question de la lutte contre la corruption demeure volontariste, mais inachevé.

-
- (1) « La Suisse va restituer au Nigéria des fonds détournés par le dictateur Sani Abacha », *Le Monde*, 5 décembre 2017.
- (2) Udo B., « Group explain distribution of \$323 million Abacha loot among poor Nigerians », *Premium Times*, 9 juillet 2018.
- (3) Bérenger V., « Nigéria : MTN sommé de rapatrier 8,13 milliards de dollars sortis illégalement du pays », *Jeune Afrique*, 30 août 2018.
- (4) « Nigéria : État d'urgence contre la corruption », *African News*, 6 juillet 2018.
- (5) Tilouine J., *art.cit.*



Pétrole, agriculture, énergie, secteur minier, éducation Surmonter les défis hérités du passé

En 2014-2015, les revenus générés par l'industrie pétrolière au Nigéria ont chuté de 55 % alors que la production n'avait baissé que 2,7 %, selon la NEITI (*Nigeria Extractive Industries Transparency Initiative*). Comment expliquer un tel écart entre la très forte baisse des gains générés par la rente pétrolière et la baisse beaucoup plus progressive de la production pétrolière ?

La difficile sortie de la « malédiction des ressources naturelles » dans le secteur pétrolier

Sachant que le Nigéria est un pays mono-exportateur, son économie dépend presque uniquement de l'exportation de pétrole (à hauteur de 95 %). L'élément décisif à prendre en compte est la proportion que représente le poids de l'économie du pétrole dans les recettes budgétaires de l'État. Évaluée à 70 % du total des ressources (1), il suffit que le prix du baril baisse drastiquement en peu de temps (-67 % entre septembre 2014 et juillet 2015) pour que le pays soit confronté à une récession économique (-3 % du PIB) et une dévaluation de la monnaie (-30 % de la valeur de la monnaie nationale, le Naira, en parité de pouvoir d'achat face au dollar). Mécaniquement, les réserves de la Banque Centrale Nigériane ont fondu de 20 milliards de dollars en 2 ans (de 48 milliards de dollars en 2014 à 28 milliards de dollars en 2016) (2).

Cela a eu pour première conséquence directe pour les ménages une augmentation des produits de première nécessité. Le riz, l'igname ou les haricots ont fortement augmenté depuis janvier 2016. Le sac de riz de qualité inférieure était vendu 36 dollars au lieu de 25 dollars un mois plus tôt (3). Autre conséquence de la crise, la diminution des subventions sur le carburant. Un rapport de la Banque Mondiale préconisait en 2015 la prise en considération de la difficile adaptation de l'économie nigériane à la baisse des prix du pétrole en repensant la durabilité du régime de subvention de l'essence (4).

Au-delà des aspects conjoncturels, il existe également un facteur structurel. Depuis quelques années, les rendements fiscaux du pétrole sont tendanciellement en baisse en raison du vieillissement de l'appareil productif. Par ailleurs, les attaques répétées du groupe NDA (*Niger Delta Avengers*) (5) contre les installations pétrolières dans la région du Delta du Niger entre janvier 2016 et novembre 2017 ont entraîné une hausse des coûts de production. Les actions de ce groupe armé ont aussi occasionné une réduction importante de la production nationale au second trimestre 2016 passant de 2,4 à 1,3 millions de barils par jour (6).

-
- (1) J. Tilouine, « La Crise au Nigéria n'est pas seulement conjoncturelle », *Le Monde Afrique*, 6 septembre 2016.
- (2) De Souza O., *art. cit.*
- (3) Kumolu C. et Ake F., « Rising prices of goods trigger high cost of living », *Vanguard*, 16 mars 2016.
- (4) World Bank Group, *Nigeria economic report* n° 3, novembre 2015, 41 p.
- (5) Owolabi T., « New militant group threatens Niger Delta oil war », Reuters, 14 juin 2017.
- (6) De Souza O., *art. cit.*



Finalement, la trop grande dépendance du pays vis-à-vis de l'économie pétrolière a contraint l'administration Buhari à prendre les devants d'une nouvelle crise potentielle. Tout d'abord, la réponse à l'insécurité dans la région du Delta fera l'objet d'un projet de construction d'infrastructures de 10 milliards de dollars. Par exemple, l'amélioration des raffineries qui seront considérées comme obsolètes constituera un objectif de premier plan (1). De surcroît, à l'échelle nationale, le président a été contraint d'accélérer la politique de diversification qu'il avait déjà projeté de réaliser avant le pic de la crise en 2016 (2). Pour procéder à cette résolution, un plan biennal (2016-2018) prévoyait une augmentation de 30 % des dépenses d'investissements publics pour soutenir cette initiative (3). L'effort a été porté principalement sur la filière agricole, mais le plan présidentiel inclut également un coup de pouce à la politique énergétique, au secteur minier et à l'éducation.

Agriculture : un objectif d'autosuffisance alimentaire à moyen terme

En renforçant le poids de la filière (327 millions de dollars en 2018 contre 209 millions de dollars en 2016) (4), le président Buhari comptait sur une amélioration du secteur agricole afin de sortir le pays de la spirale récessionniste. Aujourd'hui, la filière est le principal pourvoyeur en main-d'œuvre nationale (22 % de la population active ventilée sur tout le territoire) et représente 25 % du PIB national (FAO, 2018).

Le développement agricole constitue un enjeu majeur pour l'équilibre des territoires. En effet, l'économie du pétrole se localise principalement dans la région du Delta (sud-est) et représente une faible proportion de la main d'œuvre nationale tandis que le renforcement de l'agriculture dans le pays permettrait d'améliorer la cohésion à l'échelle nationale. En vertu de la volonté étatique de repositionner le Nigéria en tant que « nation sûre pour l'alimentation » (5), la chaîne de valeur agricole reste un enjeu à géométrie variable pour ses filières.

L'objectif affiché d'arriver à l'autosuffisance productive de la filière riz en 2018/2019 restera hors d'atteinte à court terme (6). Pour l'heure, le pays produit environ 3,7 millions de tonnes de riz par an (7), mais pour répondre à la demande intérieure, le pays est dans l'obligation d'importer des quantités très importantes, ce qui devrait continuer en 2019 pour atteindre 3,4 millions de tonnes (+13% par rapport à 2018 selon l'USDA), soit presque l'équivalent de la production totale nationale. Par ce biais, le Nigéria est, à l'heure actuelle, le second importateur de riz au monde derrière la

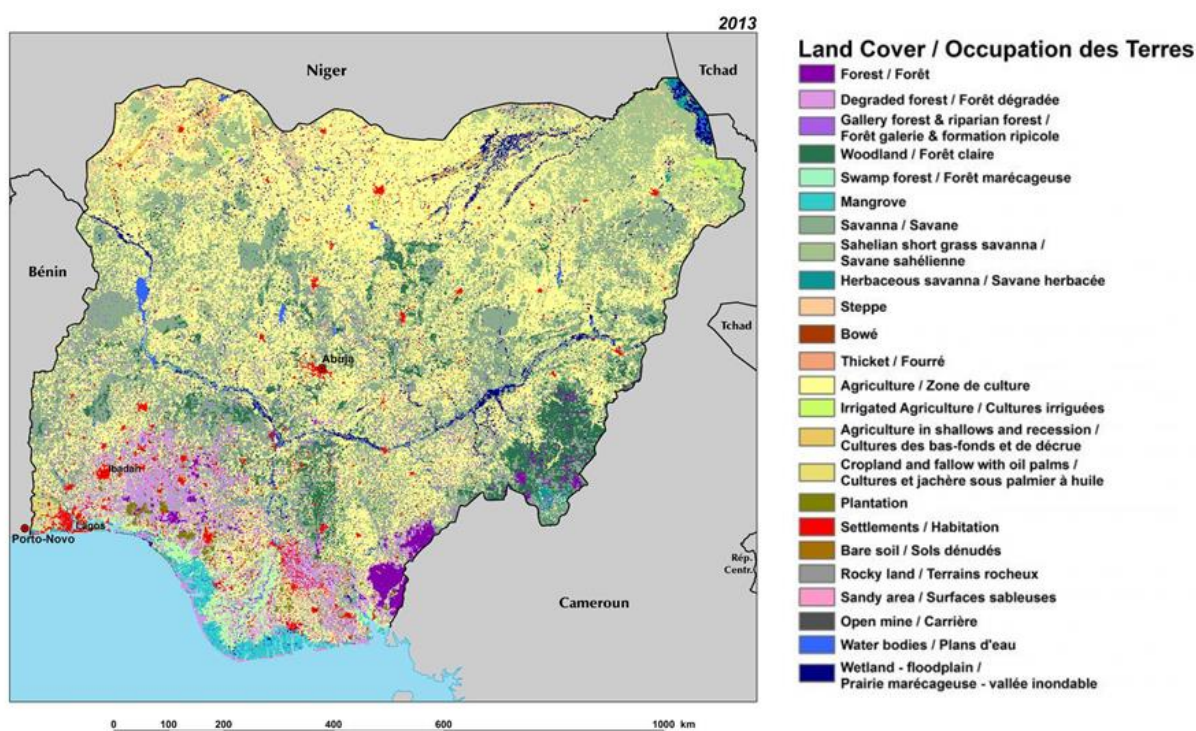
-
- (1) Onuah F. et Laessing U., « Nigeria launches infrastructure program to tackle insurgency in oil delta », Reuters, 27 octobre 2016.
- (2) « Economic diversification very high on our agenda–Buhari », *Premium Times*, 27 août 2015.
- (3) J. Tilouine, « La crise au Nigéria n'est pas seulement conjoncturelle », *art. cit.*
- (4) Source : Agence Ecofin.
- (5) « Buhari allocates N118.98 bn for Ministry of Agriculture in 2018 budget », *Agronigeria News*, 7 novembre 2018.
- (6) Au Nigéria, l'autosuffisance alimentaire est un leitmotiv qui concerne l'ensemble de la branche d'activité agricole nationale et pas seulement le secteur du riz. Symboliquement, si le pays arrive à atteindre l'autosuffisance dans la filière riz, les autres composantes agricoles peuvent suivre un chemin similaire. Voir Taiwo H., « Nigeria's quest for self-sufficiency in rice », *New Telegraph*, 18 août 2017.
- (7) Chiffre de 2017. Source : Service de l'Agriculture étrangère du Département des États-Unis pour l'Agriculture (USDA).



Chine (1). Pour sortir de l'ornière, la Banque Centrale Nigériane a décidé de lancer un programme de prêts généralisés en 2016 devant bénéficier à plus de 12 millions d'agriculteurs (l'« *Anchor Borrowers* ») (2). Malgré les velléités de réformes, ce programme se trouve confronté à des aléas qui empêchent son déploiement effectif sur l'ensemble du territoire.

En premier lieu, le climat a été un facteur prépondérant dans la faiblesse des rendements de l'année 2018. Par exemple, l'insuffisance de pluviométrie dans l'État de Kebbi (nord-ouest du Nigéria, un des épices de production de riz du pays) a occasionné la perte de 20 mille hectares de rizières (3) au moment même où une usine de transformation du riz (le « *Rice Mills* » de la multinationale Wacot à Argungu) était inaugurée non loin de là. Dans un second temps, la politique protectionniste menée par l'administration Buhari a provoqué un renforcement des trafics liés à la contrebande des biens de première nécessité provenant, en premier lieu, du Bénin voisin dont les droits de douane sont nettement moins élevés. En ce sens, un comité de pilotage dirigé par le vice-président Yemi Osinbajo a été affecté à la réactivation du mémorandum d'entente de Badagry de 2003 établissant un cadre bilatéral de facilitation des échanges commerciaux entre le Nigéria et le Bénin. En définitive, la filière riz fait partie des priorités de l'administration Buhari ; cependant, la combinaison de ces facteurs empêche des avancées significatives sur le court terme.

Figure 2. Occupation des terres



Source: Tappan, G. G., Cushing, W.M., Cotillon, S.E., Mathis, M.L., Hutchinson, J.A., and Dalsted, K.J., 2016, West Africa Land Use Land Cover Time Series: U.S. Geological Survey data release.

•

(1) Olurounbi R., « Nigeria seen as biggest rice buyer in 2019, behind China », Bloomberg, 14 novembre 2018.

(2) CBN, *Anchor Borrowers' Programme Guideline*, 2016, 19 p.

(3) Olurounbi R., *art. cit.*

Les autres cultures stratégiques du pays (principalement, le blé, le cacao ou le sucre) souffrent d'un coût de production encore élevé en raison de la raréfaction des devises étrangères. Cela nuit directement aux activités des entreprises du secteur qui ont besoin d'accéder aux marchés d'importation pour se fournir en matière première (par exemple, des intrants). Aussi la filière sucre (1) bénéficie-t-elle d'initiatives en matière d'industrialisation du secteur (2), mais les initiatives locales sont encore insuffisantes pour se substituer à la raréfaction des Investissements Directs Étrangers (IDE). Autre exemple, la filière blé : en 2017, le pays a importé 4,6 millions de tonnes de blé pour un coût total d'environ 6 milliards de dollars (3). Depuis 2015, le total des importations a crû de 18 % passant de 4,4 millions de tonnes en 2015 à 5,2 en 2018. En parallèle, les volumes de production intérieure tendent à se stabiliser depuis 2015 autour de 60 000 tonnes par an. Ainsi, une grande partie des filières agricoles stratégiques souffrent d'une stagnation de leur production respective depuis 2015.

On l'a vu, le pays reste trop dépendant de l'économie pétrolière et des importations. Ces éléments mettent à mal la filière agricole nigériane, car les objectifs d'autosuffisance affichés se heurtent à une conjoncture économique mondiale peu propice aux investissements. Le prix des produits agricoles augmente et le tarif du baril de pétrole baisse limitant ainsi les capacités de financement de l'État.

Énergie : des résultats perceptibles à long terme

Le secteur de l'énergie connaît des résultats contrastés au même titre que les filières agricoles et pétrolières. Jusqu'ici, le pays aurait atteint une taille critique de capacité de production de 7 000 MW (4). Seulement, on estime à environ 30 % la déperdition électrique du fait d'un manque d'infrastructures adaptées, des actes de vandalisme contre les installations de production et du manque de disponibilité en eau pour les centrales hydroélectriques. Pour parer à ces écueils, des projets dormants ont été relancés par le gouvernement. Par exemple, la construction du barrage hydroélectrique de Zungeru (État du Niger) a repris et devrait être achevée en 2020. D'une capacité de production de 700 MW par an, le financement du projet (1,3 milliard de dollars) est le fruit de la création d'un consortium sino-nigérian (CNEEC-Sinohydro) (5). Ces initiatives au long cours permettent, également, la réalisation de programmes jusqu'ici restés longtemps dans les cartons : grâce à une autre coopération sino-nigériane, le projet hydroélectrique de Mambilla (État de Taraba, à l'est du pays) a pu débuter après quarante ans de mise en sommeil (6).

- (1) Selon l'USDA, la production intérieure du sucre a tendance à stagner autour de 80 mille tonnes (chiffre de 2017) et génère un revenu de 100 millions de dollars en exportation.
- (2) En 2017, le milliardaire Aliko Dangote a signé un protocole d'accord avec l'État du Niger (au Nigéria, à l'ouest du pays) pour la réalisation d'une raffinerie sucrière de 16 mille hectares destinés à produire 160 mille tonnes de sucre brut par an. Son coût est estimé à 450 millions de dollars. À l'heure actuelle, les études de faisabilité sont en cours. Voir Wagner J., « Sucre : les producteurs face à la crise », *Jeune Afrique*, 11 avril 2018.
- (3) Adebowale S., « Nigeria spends \$6b on wheat importation annually – IAR Director », *The Eagle Online*, 25 août 2016.
- (4) Nwoji C., « Fashola says power generation hits 7000mw, 5,155mw transmitted, 2000mw stranded », *The Guardian*, 12 décembre 2017.
- (5) Bungane B., « Nigeria: Zungeru hydroelectric power plant 47 % complete », *Africa's Power Journal*, 29 août 2017.
- (6) « Nigeria approves construction of 3,050MW Mambilla electricity project at \$5.7 billion », *Premium Times*, 30 août 2017.



Malgré ces initiatives, le Nigéria reste encore trop tributaire des importations et, paradoxalement, du pétrole. Précisément, le pays est dans l'obligation d'acheter du diesel à hauteur de 66,4 millions de dollars par mois pour le fonctionnement de ses unités électriques (groupes électrogènes de relais) (1). Certains ménages ou grands industriels recourent aux groupes électrogènes pour pallier aux délestages réguliers du réseau de distribution. Encore une fois, les réserves de changes sont mises à mal par des dépenses induites affaiblissant, de surcroît, les capacités du pays à investir.

Comme l'indique un rapport de la *Nigerian Electricity Regulatory Commission* (NERC, 2018), les liquidités financières restent le principal défi pour la durabilité de l'industrie électrique nigériane. La NERC recommande de mettre en place un système incitatif de paiement des factures pour les consommateurs car le taux de recouvrement est faible (62 %) (2). Au demeurant, les opérateurs du secteur (DisCos, NESI ou TCN) (3) font face à des déficits chroniques. Pour sortir partiellement de l'endettement, les entreprises de la branche d'activité sollicitent régulièrement le pouvoir pour augmenter les redevances électriques (les tarifs et les abonnements) mais celui-ci cherche avant tout à ne pas accroître la pression fiscale sur les ménages. Afin de contenter toutes les parties, le gouvernement a mis en place un système de prépaiement par SMS (4) amené à se développer ces prochaines années (5). Cette mesure, à l'image de la politique globale concernant le secteur de l'électricité, vise une efficacité sur le long terme sans pour autant encore évoquer le terme de « transition énergétique ».

Secteur minier : un potentiel encore à réaliser

Le secteur minier a pâti de la priorité politique historique portée sur la branche d'activité du pétrole, plus rémunératrice à court terme. Pourtant, on a assisté à un retour de la filière sur le devant de la scène avec l'avènement de l'administration Buhari. Le ministre des Mines et du Développement de l'Acier, Kayode Fayemi assurait vouloir porter la part de la branche minière de 0,3 % à 5 % du PIB d'ici à 2020 (6). Avec 44 minéraux solides différents répartis sur 500 sites, le potentiel minier intérieur est très important, mais les multinationales étrangères restent réticentes à investir car l'environnement sécuritaire (Boko Haram et les conflits intercommunautaires au centre du pays) constitue un frein. Le gouvernement propose par ailleurs de mieux encadrer le secteur en fournissant un cadre juridique efficient (par exemple, par la promulgation de la loi sur les minéraux et l'exploitation minière de 2007 jusqu'ici restée lettre morte) ou un contrôle accru des petites exploitations artisanales (7).

(1) Johnson Akinochi G., « Nigéria : le marché électrique perd 66 millions \$ au profit des générateurs électriques », *Agence Ecofin*, 13 février 2018.

(2) Sur un total de 470 millions de dollars d'électricité facturée, seulement 294 millions de dollars ont été payés. Voir Adeyemo I., « Nigeria electricity regulator plans to reset tariffs », *Premium Times*, 5 septembre 2018.

(3) Distribution Companies (DisCos), Nigerian Electricity Supply Industry (NESI) and Transmission Company of Nigeria (TCN).

(4) « Prepaid meters or estimated billing: Which do Nigerians prefer? », *Daily Trust*, 18 août 2018.

(5) Omijeh B. O., Ighalo G. I., Anyasi F. I., « SMS-Based recharge protocol for prepaid energy billing system », *International Journal of Engineering Innovation & Research*, 2018, Vol. 1, Issue 6, 7 p.

(6) Udo B., « How we are transforming Nigeria's solid mineral sector-Fayemi », *Premium Times*, 16 novembre 2018.

(7) Oramah I. T. & al., « Artisanal and small-scale mining in Nigeria: experiences from Niger, Nasarawa and Plateau states », *Extr. Ind. Soc.*, 2015, 10 p.



Éducation : des réformes en phase avec la pression démographique ?

Le Nigéria est le pays d'Afrique où les densités de peuplement sont les plus importantes et comptabilise près de 20 % des enfants non-scolarisés dans le monde. De surcroît, le système éducatif doit s'adapter à une pression démographique très importante avec onze mille naissances par jour. Il existe également de grandes disparités géographiques entre les États. Par exemple, près de deux tiers des élèves sont illettrés dans le Nord du pays (1).

Des mesures volontaristes en matière d'éducation

La feuille de route 2016-2019 de l'administration Buhari promettait des « améliorations notables » dans le secteur éducatif (2). Cela a commencé par l'introduction d'un programme d'alimentation scolaire qui a permis à quelques 4,5 millions d'élèves des écoles primaires publiques de bénéficier d'un service de restauration (3). Un examen professionnel obligatoire pour tous les enseignants a été instauré. Quelque deux cent mille jeunes sans emploi doivent par ailleurs bénéficier du programme « N-Power » (*Empowering Nigerian Youth for Prosperity*) qui vise à déployer de la main-d'œuvre dans les services publics mal pourvus (santé ou éducation principalement) (4).

Avec un budget stable autour d'un milliard de dollars en 2016 par rapport à 2014, le Nigéria a réussi à maintenir une politique viable en matière d'éducation (5).

Les questions stratégiques intégrées aux enjeux régionaux

En 2015, les premières visites à l'étranger du président Buhari furent consacrées à ses deux voisins régionaux, le Niger et le Tchad. Elles avaient pour objectif principal d'améliorer la coordination des armées de la région contre la menace Boko Haram. En matière de politique internationale, l'administration Buhari a donc donné, dans un premier temps, la priorité aux questions sécuritaires. Au départ, le volet militaire avait pris une dimension supranationale avec la réactivation de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) (6) lors d'un sommet extraordinaire des chefs d'États et

-
- (1) *Global partnership for Education: Nigeria's program*, Ministry of Education, DFID, Nigeria.
- (2) Adedigba A., « Analysis: Buhari administration's scorecard in education after three years », *Premium Times*, 30 mai 2018.
- (3) « Buhari allocates N118.98 bn for Ministry of Agriculture in 2018 budget », *Agronigeria News*, art. cit.
- (4) Pour plus d'information, voir le site des autorités nigérianes dédié : www.npower.gov.ng.
- (5) Moses D., « The education sector and one year of the Buhari administration », *Order Paper*, 2 juin 2016.
- (6) Cameroun, Niger, Nigéria, Tchad + Bénin.



gouvernements à Niamey le 7 octobre 2014, qui donna lieu à la création de la Force Multinationale Mixte (FMM, en anglais *Multinational Joint Task Force*). De plus, la CBLT est le réceptacle d'autres enjeux régionaux, notamment celui de l'assèchement du lac Tchad. Ainsi, la lutte contre le réchauffement climatique a revêtu depuis peu au Nigéria une dimension primordiale. Enfin, on l'a vu, le Nigéria est souvent présenté comme un pays protectionniste : cette tendance à l'isolement économique crée des défis à relever en matière d'intégration régionale.

Boko Haram : une menace persistante

La question de la menace Boko Haram fut l'un des thèmes politiques récurrents lors des élections présidentielles de 2015 (1). À l'approche de l'élection présidentielle, la dégradation de la situation sécuritaire au Nord était telle que la zone de belligérance était sous couvre-feu (États de l'Adamawa, du Borno et de Yobé). Pour 2014, Amnesty International dénombreait 4 000 morts civils liés aux activités de Boko Haram (2). En plus d'une installation sur le pourtour du bassin du lac Tchad au-delà des frontières du Nigéria (Niger et Cameroun, particulièrement), les actions de la nébuleuse se concentraient dans les centres urbains des zones adjacentes (les attentats de Kano le 10 décembre 2014 ou de Jos le 11 décembre 2014). En soulignant lors de la campagne présidentielle que le président sortant Goodluck Jonathan avait été « indifférent et impuissant » face à Boko Haram, le candidat Buhari s'était présenté en garant de l'intégrité sécuritaire du Nigéria (3). A son arrivée au pouvoir, on assista à une nouvelle flambée de violence. Rien que pour les mois de juillet et d'août 2015, il fut dénombré près de 1 000 morts civils (4).

Paradoxalement, cette recrudescence de Boko Haram ne fut pas du fait de l'action directe de l'administration Buhari, mais en grande partie au début des activités conjointes de la FMM (5). En effet, l'opérationnalisation de la force à l'été 2015 se produisit presque au même moment que la recrudescence des actions de Boko Haram (6). Dans la continuité, le président Buhari apparaissait comme un candidat ayant le savoir-faire nécessaire, du fait de son passé militaire, pour mettre fin de manière définitive aux agissements de la secte. C'était sans compter sur la capacité du groupe terroriste à s'adapter aux renforcements des contraintes sécuritaires imposées par la présence de la FMM et des Forces Armées Nigériennes (NAF) (7). Aussi, les meilleurs résultats contre Boko Haram furent obtenus par les interventions unilatérales des armées de la sous-région (8). En représailles à

(1) Pour voir l'ensemble de la chronologie des événements les plus marquants de l'histoire de la secte, voir « Boko Haram : seize ans de combats », *La Croix*, s.d. Pour aller plus loin concernant l'idéologie de Boko Haram, se référer à Richmond M., « Note to Boko Haram: Western education is NOT a sin », *Al Jazeera*, 14 avril 2015.

(2) « Nigéria : des images satellites témoignent du massacre de Baga », *Le Monde Afrique*, 13 février 2015.

(3) Larcher L., « Le nouveau président nigérian, un espoir bien mince », *La Croix*, 13 avril 2015.

(4) Soyombo F., « They're back: Boko Haram's return under Buhari », *Al Jazeera*, 15 août 2015.

(5) Assanvo W & al., « La force multinationale de lutte contre Boko Haram : quel bilan ? », *ISS, Rapport sur l'Afrique de l'Ouest*, n° 19, août 2016, 16 p.

(6) RFI, « Boko Haram : la Force Multinationale Mixte presque en ordre de bataille », RFI, 31 juillet 2015.

(7) Sur ces questions qui tiennent beaucoup de l'anthropologie, se référer à la série d'articles qu'a consacrés Christian Seignobos sur le sujet pour *Le Monde Afrique* en 2016.

(8) Solomon H., « Boko Haram: What is to be done? », *RIMA Policy Paper*, 2015, Vol. 3, n°1.

l'attaque de la garnison du BIR (la Brigade d'Intervention Rapide, l'unité d'élite de l'armée camerounaise) à Kolofata (Cameroun) en janvier 2015, les forces camerounaises neutralisèrent 143 combattants de la secte (1). En sus, la réponse politique de Buhari fut d'ordonner l'arrestation du conseiller à la sécurité de son prédécesseur Goodluck Jonathan en novembre 2015 (2). En fixant à décembre 2015, la date butoir pour mettre fin au conflit contre Boko Haram, le président nigérian prit le risque de voir son crédit politique s'éroder si l'objectif n'était pas atteint. Ainsi, les NAF ont multiplié les raids contre la secte, employant souvent des techniques de contre-insurrection (3). Le conflit s'est alors mué en une guerre asymétrique faite d'attaques sporadiques contre des civils (4). En dépit de cela, la rhétorique des autorités locales des zones des combat est à l'unisson du discours fédéral : « les terroristes de Boko Haram ont été décimés et le président Buhari mérite des félicitations spéciales pour cela », affirme par exemple le gouverneur du Borno, M. Shettima (5)...

Un discours qui masque certaines réalités mettant en jeu des violations des droits de l'homme au sein même des NAF. Le gouvernement Buhari a tenté de mettre fin aux exactions de l'armée. Sous-équipés, les soldats de l'armée nigériane opèrent dans des territoires difficilement contrôlables et se retrouvent, ainsi, en première ligne. Ces conditions difficiles peuvent conduire à des crimes de guerre ou toutes autres formes d'exactions. En juin 2015, Amnesty International publia un rapport évoquant de telles dérives dans le nord du pays (6). Quelques heures après la publication du document, le président réagissait personnellement sur Twitter : « Je vous assure que votre rapport sera examiné [...]. Ce gouvernement fera tout ce qui est en son pouvoir pour protéger l'état de droit et traiter toutes les affaires de violations des droits humains » (7). Peu de temps après, quatre responsables nommés dans le rapport furent envoyés à la retraite. Depuis ces événements, certains chercheurs soulignent des améliorations dans le domaine militaire où les armes achetées arrivent bien à destination des soldats (8). Aussi, Buhari a pris soin de nommer les hauts gradés de l'armée avant la composition de son propre gouvernement au début de son mandat. À son arrivée au pouvoir, Buhari devait agir vite pour que les chefs militaires le respectent.

Divisés, les insurgés de Boko Haram paraissent affaiblis à l'heure actuelle mais conservent une forte capacité de nuisance (9). Les confrontations avec les forces armées se font plus rares et empruntent



(1) Musa T., « Cameroon says 143 Boko Haram fighters killed in clashes », Reuters, 13 janvier 2015.

(2) Le colonel Sambo Dasuki était accusé d'avoir détourné des sommes importantes à propos de contrats de matériels militaires destinés à la lutte contre Boko Haram. Voir Campbell J., « Sambo Dasuki at the intersection of Nigerian politics », *Council on Foreign Relations*, 19 novembre 2015.

(3) « Nigerian Military kills many terrorists, destroys bomb making », *Premium Times*, 13 février 2016.

(4) Hoffmann L. K., « Boko Haram is not ISIS, but it's still a threat », Chatham House, 10 février 2016.

(5) « We'll bring Boko Haram war to conclusion very soon-Army Chief », *Premium Times*, 14 février 2016.

(6) Amnesty International, « Des galons aux épaules. Du sang sur les mains. Les crimes de guerre commis par l'armée nigériane », juin 2015, 16 p.

(7) Source du Tweet : <https://twitter.com/NGRPresident/status/606191028723437568>.

(8) Ici, Augé B. répondant à Tilouine J. (2017), « Muhammadu Buhari gouverne le Nigéria entouré de militaires âgés comme lui », *Le Monde Afrique*, 16 mars 2017.

(9) Désormais, trois tendances prédominent dans la nébuleuse. La première, le canal historique, est restée fidèle à Abubakar Shekau. La seconde, sous le contrôle d'Abu Musab Al-Barnawi (Islamic State in West Africa [ISWA]), comprend probablement des mercenaires ou des obligés (prêts d'argent contre services, par exemple). Les membres qui la composent sont considérés comme des « pragmatiques ambitieux » usant de réseaux criminels pour faire de la contrebande, des vols de banque ou d'autres activités illégales. La dernière faction est constituée de personnes qui auraient subi des pressions de la part de leur clientèle, d'autres craignent les NAF ou sont forcés d'acheter une protection à Boko Haram. Dernier point, ce groupe serait formé de femmes succombant à la pression sociale ou voulant se venger des forces de sécurité pour avoir tué un membre de leur famille. Voir Campbell J., *art. cit.*



la stratégie du « *hit and run* » (littéralement, « frappe et fuis ») (1). Inversement, ils ont développé des techniques insurrectionnelles en utilisant des mines artisanales sur les routes empruntées par les véhicules militaires, les convois de commerçants ou d'humanitaires, faisant penser au *modus operandi* des « coupeurs de route » durant les années 1990. Au niveau du théâtre des opérations sur le pourtour du lac Tchad, la FMM a contribué à neutraliser 370 combattants de Boko Haram au cours du premier semestre 2018 (2).

Néanmoins, les armées de la coalition n'ont, pour l'heure, pas réussi à contrôler de manière définitive l'espace lacustre. Boko Haram poursuit ses actions kamikazes. La dernière action en date s'est produite le 18 novembre 2018 au camp militaire de Melete (État de Borno) faisant environ 70 morts du côté des NAF (3). Outre Boko Haram qui conserve une forte capacité de nuisance (4), le président devra faire face, s'il est réélu en février 2019, à une constellation de défis sécuritaires (conflits intercommunautaires dans le centre, réémergence du séparatisme biafrais, etc.) encore non résolus (5).

Sauvegarder le lac Tchad : un enjeu réactif

La sécurisation du bassin du lac Tchad s'intègre dans une politique complémentaire de lutte contre son assèchement. Dans le cadre de son action régionale, le président Buhari a contribué, de concert avec les chefs d'État de la CBLT et des acteurs internationaux (UNESCO et différentes coopérations), à l'adoption de la Déclaration d'Abuja, le 1^{er} mars 2018, qui consacre la volonté politique de « restaurer l'écosystème du bassin du Lac Tchad » (6).

Ce discours fait référence à l'idée de la société chinoise Power China de relancer un programme d'aménagement géant (le projet Transaqua) dont les premières esquisses datent de 1982. En effet, le cabinet d'ingénierie et de conseil italien Bonifica avait imaginé la construction d'un canal long de 2 600 km permettant le transfert des eaux des fleuves interbassins (fleuve Congo et Oubangui) pour remplir le lac Tchad (7). En entrant dans le capital du cabinet italien Bonifica, Power China s'engage à financer les études de faisabilité à hauteur de 1,8 milliard de dollars. Plusieurs autres pistes viennent compléter ce mégaprojet dans lequel Buhari a joué un rôle important.

-
- (1) Seignobos C., « Boko Haram a été le révélateur de toutes les haines du voisinage », *Le Monde Afrique*, 3 janvier 2019.
- (2) « Boko Haram inquiète le Niger pour 2019 », *Le Matin*, 8 décembre 2018.
- (3) « Nigéria : 70 soldats tués dans une attaque de Boko Haram », Agence Xinhua, 23 novembre 2018.
- (4) « Au Nigeria, la spectaculaire remontée en puissance de Boko Haram », France 24,5 janvier 2019.
- (5) Hassan I., « From Boko Haram to Biafra: how insecurity will affect Nigeria's elections », *African Arguments*, 18 décembre 2018.
- (6) En un demi-siècle, la pluviométrie a diminué et la superficie du lac s'est réduite de plus de 90 % passant de 20 000 km² en 1960 à 1350 km² en 1985. La moyenne actuelle est 8000 km². Voir UNESCO, « L'UNESCO s'engage pour la sauvegarde du Lac Tchad », 1^{er} mars 2018.
- (7) Le projet est évalué à 14 milliards de dollars. Voir « Une société ravive le projet de canal pour sauver le lac Tchad de l'assèchement », *Sciences et Avenir*, 5 mars 2018.

Lors des différents sommets internationaux, le président nigérian a fortement orienté sa politique infrastructurelle vers une coopération sud-sud, avec la Chine en particulier. La Chine s'impose de plus en plus comme un partenaire commercial majeur (1) et possède l'expertise nécessaire pour réaliser ce type de travaux d'ingénierie (2). Le partenariat de la CBLT avec la Chine apparaît, de manière indirecte, comme étant un bon moyen pour le Nigéria de développer sa frange nord-est. En contrepoint, le projet suscite des polémiques et a des détracteurs, notamment certains chercheurs qui considèrent que « l'intérêt de ce projet est probablement en partie financier » ou le fait de « remplir le lac aurait des conséquences calamiteuses pour les populations » (3). C'est pourquoi l'UNESCO a présenté un projet connexe intitulé BIOPALT (BIOsphère et PATrimoine du Lac Tchad) visant à mieux connaître et à promouvoir l'écosystème du bassin du lac Tchad. Reste à savoir si ces deux projets seront complémentaires et bénéficieront aux États de la CBLT.

Relations diplomatiques et intégration régionale : une politique des « petits pas »

Sur le front des relations internationales, les choix ne suivent pas une ligne directrice clairement établie depuis l'arrivée au pouvoir de Buhari, hormis le parti pris du positionnement protectionniste en matière économique. Pour le chercheur Benjamin Augé, « ce manque de doctrine s'est aggravé depuis 2015 » (4). Le président nigérian a bien effectué des déplacements à l'étranger au début de son mandat (États-Unis, France, Allemagne et dans la sous-région) mais les enjeux internes (Boko Haram et la lutte contre la corruption) prennent le pas sur une stratégie de long terme. Seule, la coopération historique avec les États-Unis semble avoir été partiellement préservée (5).

À l'échelle de la région, le président Buhari a joué un rôle décisif dans la crise constitutionnelle gambienne (décembre 2016-janvier 2017) en tant que médiateur en chef de la CÉDÉAO (Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest), dans laquelle le président sortant Yahya Jammeh refusait de reconnaître sa défaite à l'élection présidentielle face à Adama Barrow (6). Paradoxalement, la crise de Boko Haram a permis au Nigéria et à ses voisins de la CÉDÉAO d'améliorer leurs relations diplomatiques (7).

Pourtant en matière d'intégration régionale, le pays mène une politique des « petits pas ». Lors d'un discours récent à Abuja, le président Buhari a déclaré que « le Nigéria ne signerait aucun traité sans

- (1) Biswas A. K. & Tortajada C., « How new silk road will cement China as major trading partner for Africa », *The Conversation*, 20 août 2018.
- (2) Le ministre nigérian des Ressources hydrauliques, Suleiman Adamu évoquait, dans *Nigeria Tribune Online* (en date du 25 juillet 2017) le fait que la Chine était déjà impliquée dans un projet similaire sur son territoire.
- (3) « Assèchement du lac Tchad : le retour du projet Transaqua fait polémique », *Jeune Afrique*, 1^{er} mars 2018.
- (4) Augé B., « Muhammadu Buhari gouverne le Nigéria entouré de militaires âgés comme lui », *art. cit.*
- (5) Un accord de ventes d'avions de surveillance et soutien tactique (Super Tucano), à hauteur de 500 millions de dollars, a été passé entre les présidents américains et nigériens en avril 2018. Voir « Muhammadu Buhari, premier dirigeant d'Afrique subsaharienne reçu par Donald Trump », *Le Monde Afrique*, le 30 avril 2018.
- (6) Hartmann C., « ECOWAS and the restoration of democracy in the Gambia », *Africa Spectrum*, 2017, n°52, vol. 1, p. 85-99.
- (7) Bello I. et al., « Comparative analysis of Nigeria foreign policy under Muhammadu Buhari administration 1983-1985 and 2015-2017 », *Asia Pacific of Journal Education, Arts and Sciences*, 2017, n°4, vol. 4, pp. 43-52.



en évaluer son impact sur la vie de ses citoyens » (1). En parlant du projet de Zone de Libre-Échange Continentale (ZLEC) (2) signé le 21 mars 2018 à Kigali par beaucoup de pays africains (3), Buhari met en application sa politique protectionniste en matière économique. Non sans renier complètement les dimensions continentales de sa diplomatie, il fait le choix de suivre ses propres aspirations à l'autosuffisance agricole et a diminué le poids des importations dans l'économie nationale. Potentiellement, Buhari se retrouve devant la nécessité de trouver l'équilibre entre l'intégration africaine et la diversification économique interne (gains en compétitivité).

(Re) devenir une puissance internationale

L'absence du Nigéria au dernier sommet du G20 de Buenos Aires (30 novembre-1^{er} décembre 2018) interroge sur la définition même de la notion de « puissance ». Si les faiblesses du Nigéria restent nombreuses et que les défis qu'il a à surmonter sont considérables, il est et sera un acteur démographique majeur. Dès 2050, le pays devrait compter plus de 400 millions d'habitants. Son poids humain devrait être un critère lui assurant une place au sommet. En tant que puissance régionale à la fois fragile et incontournable, il est représentatif des nouvelles configurations géopolitiques. « Si les pays émergents d'aujourd'hui ne sont pas autour de la table demain, la légitimité des Nations unies sera remise en cause » estime François Delattre, représentant de la France à l'ONU (4).

Globalement, le bilan de Buhari en matière économique reste à consolider. Beaucoup de réformes ont été introduites pour des résultats qui seront visibles à moyen ou long terme. L'économie nigériane souffre principalement d'un déficit structurel qui nuit à son efficacité. On sait que la réussite d'une réforme dépend fortement d'une vision politique à long terme.

Avec sa population très jeune et ses nombreuses ressources naturelles, le Nigéria possède un potentiel important, mais le pays souffre d'un héritage économique difficile à surmonter. En particulier, sa dépendance forte vis-à-vis des importations et d'une technostucture inefficace en raison d'une corruption très ancrée sont deux problèmes majeurs. Les bases d'une nouvelle régulation ont été posées en 2015 par le régime de Buhari pour répondre à ces nombreux défis. Il s'agit désormais de faire que le Nigéria puisse aller au bout des réformes entamées. Le pays se trouve face à un défi de taille : s'inscrire dans la stabilité qui, seule, lui permettra de réintégrer le giron des grandes puissances.

- (1) Vaste projet d'intégration économique supranationale. En Anglais, « Africa Continental Free Trade Area agreement » (AfCTA). Voir « AfCTA: Nigeria will no longer sign treaties without benefits », *The Eagle Online*, 22 octobre 2018.
- (2) Sous l'égide de l'Union africaine. Voir « Accord à Kigali en prévision d'une zone de libre-échange continentale en Afrique », *Perspective Monde*, Université de Sherbrooke, le 21 mars 2018.
- (3) En dehors du Bénin, du Botswana, du Burundi, de l'Érythrée, de la Guinée-Bissau, du Lesotho, de la Namibie, du Nigeria, de la Sierra Leone, de l'Afrique du Sud et de la Zambie. Voir Gras R., « Union africaine : l'accord sur la zone de libre-échange continentale signé à Kigali », *Jeune Afrique*, 21 mars 2018.
- (4) Clémenceau F., « Diplomatie : en 2088, le monde tournera à l'envers », *Le Journal du Dimanche*, 27 novembre 2018.



Bibliographie •

- Augé B., « Élections présidentielles au Nigéria : décryptage d'une opération à hauts risques », *Afrique Décryptage*, 13 mars 2015.
- Bello I. et al., « Comparative analysis of Nigeria foreign policy under Muhammadu Buhari administration 1983-1985 and 2015-2017 », *Asia Pacific of Journal Education, Arts and Sciences*, 2017, n°4, vol. 4, pp. 43-52.
- Biswas A. K. & Tortajada C., « How new silk road will cement China as major trading partner for Africa », *The Conversation*, 20 août 2018.
- Campbell J., « What makes Boko Haram run? », *Council on Foreign Relations*, 5 mai 2016.
- Dali S., « Nigéria : première économie aux ambitions contraintes », *MacroDev AFD*, n°19, mai 2015, 42 p.
- Eme Okechukwu I. & Okoh Chuhwuma I., « The role of EFCC in combating political corruption », *Arabian Journal of Business and Management Review*, 2011, Vol. 1, n°3, 25 p.
- Fasan O., « Nigeria's import protection: a bad policy that harms trade relations », Blog *London School of Economics*, 2015.
- Hartmann C., « ECOWAS and the restoration of democracy in the Gambia », *Africa Spectrum*, 2017, n°52, vol. 1, pp. 85-99.
- Hoffmann L. K., « Boko Haram is not ISIS, but it's still a threat », *Chatham House*, 10 février 2016.
- ICG, « Double-edged sword: vigilantes in African counter-insurgencies », *Africa Report*, n° 251, 7 septembre 2017, 43 p.
- Magrin G., *Des rentes aux territoires. Contribution pour une géographie du développement*, Dossier d'Habilitation à diriger des recherches (HDR), École doctorale de géographie de Paris, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2018, 106 p.
- Magrin G., Pérouse de Montclos M.-A. (dir.), *Crise et développement. La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, AFD, 2018, 294 p.
- Omijeh B. O., Ighalo G. I., Anyasi F. I., « SMS-Based recharge protocol for prepaid energy billing system », *International Journal of Engineering Innovation & Research*, 2018, Vol. 1, Issue 6, 7 p.
- Oramah I. T. et al., « Artisanal and small-scale mining in Nigeria: experiences from Niger, Nasarawa and Plateau states », *Extr. Ind. Soc*, 2015, 10 p.
- Pérouse de Montclos M.-A., « Rente pétrolière et corruption : le cas du Nigéria », *Étude de l'IFRI*, 30 novembre 2018.
- Pilling D., « Nigeria's battle against graft has a long way to go », *Financial Times*, 30 mars 2016.
- Sanni K., « Presidency attacks Jonathan over claims on corruption, new book », *Premium Times*, 22 novembre 2018.
- Seignobos C., « Boko Haram a été le révélateur de toutes les haines du voisinage », *Le Monde Afrique*, 3 janvier 2019.
- Sogunro A., « Why whistle-blowing won't save Nigeria », *African Arguments*, 4 mai 2017.
- Solomon H., « Boko Haram: What is to be done? », *RIMA Policy Paper*, 2015, Vol. 3, n°1.
- Uchenna Enweremadu D., « The struggle against corruption in Nigeria: the role of the National Anti-Corruption Commission (ICPC) under the Fourth Republic », *IFRA Special Research Issue*, 2006, Vol. 2, pp. 41-66.
- World Bank Group, *Nigeria economic report*, n° 3, novembre 2015, 41 p.

Nos publications

- Vivre l'Europe
- Société et culture
- Enjeux internationaux
- Économie et compétitivité
- Immigration et intégration
- Institutions et vie politique

Les migrations de masse, le droit international et le « Pacte mondial » de l'ONU • Jean-Thomas Lesueur, décembre 2018

Intelligence artificielle et santé : 10 propositions anti-brouillard pour régulation éclairée • Cyrille Dalmont, novembre 2018

2008-2018 : a-t-on retenu les leçons de la crise financière ? • Sébastien Laye, septembre 2018

Chine-Afrique : au-delà des intérêts économiques, l'indifférence réciproque • Emmanuel Dubois de Prisque, septembre 2018

Stabiliser le Moyen-Orient : acteurs, menaces, stratégies • Jean-Sylvestre Mongrenier, disponible en anglais, juillet 2018

La Pologne, acteur géostratégique émergent et puissance européenne • Jean-Sylvestre Mongrenier, juin 2018

Quelle politique migratoire pour la France ? • Jean-Thomas Lesueur, mai 2018

L'accord nucléaire iranien, la stratégie américaine et les illusions européennes • Jean-Sylvestre Mongrenier, mai 2018

Péril sur l'électricité belge • Jean-Pierre Schaecken Willemaers, Bruxelles, Texquis, 2018

Formation professionnelle : 6 propositions pour aller plus loin • Michel Fourmy, avril 2018

EU-Russia: Specific Co-operations or Global Partnership? • Jean-Pierre Schaecken Willemaers, avril 2018

La France a-t-elle besoin d'un deuxième porte-avions ? • Jean-Sylvestre Mongrenier, 2^e édition, avril 2018

Brexit : quelles conséquences pour la puissance britannique ? • Pierre-Alain Coffinier, disponible en anglais, avril 2018

Le modèle scandinave est-il bon pour la France ? • Sébastien Laye, février 2018

Coopération structurée permanente : un étroit chemin vers une défense européenne • Jean-Sylvestre Mongrenier, décembre 2017

Stratégie américaine au Sahel : vers un tournant décisif ? • Jérôme Pigné, novembre 2017

XIXe congrès du Parti communiste chinois : le triomphe de la religion politique chinoise • E. Dubois de Prisque, octobre 2017

Revue stratégique : une « France forte » mais avec quels moyens ? • Jean-Sylvestre Mongrenier, octobre 2017

Macron et l'Europe : un volontarisme sans dessein ni méthode • Jean-Sylvestre Mongrenier, septembre 2017

L'utopie du tout renouvelable • Jean-Pierre Schaecken Willemaers, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2017

Les cinq scénarios du Brexit • Pierre-Alain Coffinier, juillet 2017

Gaullo-mitterrandisme ou néo-conservatisme : quelle diplomatie pour la France ? • Jean-Sylvestre Mongrenier, juin 2017

Législatives 2017 : les failles du programme économique de la « République en marche ! » • Sébastien Laye, juin 2017

L'Asie du Sud-Est et la tentation autoritaire : l'impact du modèle chinois • Emmanuel Dubois de Prisque et Sophie Boisseau du Rocher, disponible en anglais, juin 2017

Élections présidentielles 2017 : le comparateur de programmes • En partenariat avec *Le Figaro*, février-mai 2017

Les Européens : combien de divisions ? • Note de Benchmarking, mai 2017

Refonder la politique de lutte contre la pauvreté • Rapport, avril 2017

La France a-t-elle besoin d'un deuxième porte-avions ? • Jean-Sylvestre Mongrenier, avril 2017

Refonder la politique du handicap • Cyrille Dalmont et Charles de Boissezon, mars 2017

Pérenniser et développer les fondations en France • Xavier Delsol, mars 2017

Propositions pour refonder la politique migratoire française • Jean-Thomas Lesueur, janvier 2017

Réformer l'État pour gouverner la France • Rapport, novembre 2016

Pourquoi l'UE ne doit pas accorder le statut d'économie de marché à la Chine • Emmanuel Dubois de Prisque, novembre 2016

Primaires à droite : le comparateur de programmes • En partenariat avec *Le Figaro*, octobre-novembre 2016

L'enfant oublié. Propositions pour la famille de demain • Elizabeth Montfort (dir.), Paris, éditions du Cerf, 2016

Territoires et financement des entreprises • Sébastien Laye, octobre 2016

Chômage : le vrai bilan du quinquennat • Edouard Michon, octobre 2016

Le sommet de Bratislava et les défis géopolitiques de l'Europe • Jean-Sylvestre Mongrenier, septembre 2016

Réseaux électriques en Europe : quelles mutations ? • Jean-Pierre Schaecken Willemaers, septembre 2016

A quoi sert le G5 Sahel ? • Antonin Tisseron, disponible en anglais, juillet 2016

Loi Sapin 2 : un affaiblissement des intérêts des entreprises françaises • Sébastien Laye, juillet 2016

Existe-t-il un multiculturalisme à la française ? • Note, juillet 2016

Le « Brexit », l'Europe et le patriotisme de civilisation • Jean-Sylvestre Mongrenier, juin 2016

Le gaz de schiste américain et la sécurité énergétique de l'Europe • Jean-Sylvestre Mongrenier, juin 2016

Quand la France ne fait plus rêver : l'exemple du Niger • Antonin Tisseron, juin 2016

Dettes publiques européennes : la solution ? • Sébastien Laye, juin 2016

Géopolitique de la Russie • Jean-Sylvestre Mongrenier, avec Françoise Thom, Paris, PUF, 2016

La République et ses valeurs : idoles ou rempart ? • Note, mars 2016

La crise de l'Europe et les conditions de son renouveau • Jean-Sylvestre Mongrenier, mars 2016

Les primaires à droite : enjeux, risques et conditions de succès • Edouard Michon, février 2016

Le Brexit et l'avenir de l'Europe • Jean-Sylvestre Mongrenier, février 2016

David Vigneron est docteur en géographie. Il est Secrétaire général du Réseau de réflexion stratégique sur la Sécurité au Sahel (2r3s, Paris) et chercheur associé au GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, Bruxelles).

Programme
Enjeux internationaux

Le Programme Enjeux internationaux décrypte, dans un contexte de fortes tensions internationales et d'accroissement des menaces pour notre continent, les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Paris

8, rue Monsigny, F-75 002 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45, B-1160 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org

info@institut-thomas-more.org

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, janvier 2019

